



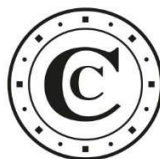
**RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES INDÉPENDANT**  
**SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU RÉGIME DES**  
**PENSIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

On trouvera ci-après le rapport du vérificateur extérieur des comptes indépendant sur la vérification des états financiers du Régime des pensions de l'OMC pour 2021.

---

Cour des comptes  
FRANCE



# AUDIT EXTERNE DU REGIME DES PENSIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RAPPORT D'AUDIT

ÉTATS FINANCIERS DU REGIME DES  
PENSIONS DE L'ORGANISATION  
MONDIALE DU COMMERCE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE  
2021

RÉFÉRENCE COUR DES COMPTES: CoE 2021-2



WTO OMC

**PAGE BLANCHE**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>I.</b>	<b>OBJECTIFS ET PÉRIMÈTRE DE L'AUDIT .....</b>	<b>6</b>
<b>II.</b>	<b>LISTE DES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>III.</b>	<b>COMMENTAIRES GENERAUX .....</b>	<b>9</b>
<b>IV.</b>	<b>OBSERVATIONS D'AUDIT .....</b>	<b>10</b>
	1. Corrections apportées aux états financiers du Régime des pensions .....	10
	2. Référentiel comptable applicable à la reddition des comptes du Régime des pensions .....	10
	3. Equilibre à long terme du Régime des pensions .....	11
	4. Eléments de communication du Régime des pensions .....	12
	5. Autres observations d'audit .....	12
<b>V.</b>	<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>12</b>

**PAGE BLANCHE**

## I. OBJECTIFS ET PÉRIMÈTRE DE L'AUDIT

1. Conformément aux conditions de notre engagement et à notre lettre de notification en date du 12 janvier 2021, une équipe de sept auditeurs a procédé du 2 au 20 mai 2022 à la mission finale d'audit des états financiers de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de son Régime des pensions pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.
2. L'audit des états financiers s'est déroulé conformément aux dispositions des Statuts afférents au Régime des pensions de l'OMC (*Regulations of the World Trade Organization Pension Plan*), aux normes d'audit internationales (*International Standards on Auditing* - ISA) et aux Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI<sup>1</sup>) sur l'audit financier.
3. Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été transmis à l'Auditeur externe le 2 mai 2022.
4. Les observations et conclusions du présent rapport ont été discutées avec les responsables de l'OMC et du Régime des pensions auxquels un rapport provisoire a été adressé le 16 juin 2022. Leurs commentaires (factuels et/ou formels) et réponses écrites ont été, le cas échéant, pleinement pris en compte dans la version finale de ce rapport.
5. L'Auditeur externe délivre, sur les états financiers du Régime des pensions pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une **opinion sans réserve assortie d'une observation** relative aux limites de l'usage des états financiers présentés selon un cadre comptable spécifique.

---

<sup>1</sup> *International Standards of Supreme Audit Institutions.*

## II. LISTE DES RECOMMANDATIONS

6. Les recommandations formulées ont un niveau de priorité déterminé par l'Auditeur externe :

- **Priorité 1** : point fondamental requérant l'attention particulière des organes directeurs et une action sans délais de la Direction générale ;
- **Priorité 2** : point dont la mise en application est nécessaire mais peut éventuellement être différée en fonction des circonstances ;
- **Priorité 3** : point d'amélioration des contrôles, de la reddition des comptes ou de la gestion porté à l'attention de la Direction générale.

Domaine	Priorité	Recommandations
	2	<b>1. L'Auditeur externe recommande de clarifier à l'aide de critères objectifs et quantitatifs ce que le Conseil de gestion entend par « équilibre à long terme du Régime des pensions » et de fixer une échéance pour l'atteinte de cet équilibre.</b>
	2	<b>2. L'Auditeur externe recommande de communiquer aux salariés, aux bénéficiaires et aux membres du Comité de gestion les informations actuarielles produites par l'actuaire EY au même titre que les informations actuarielles élaborées par l'actuaire-conseil C- alm et d'en expliquer les différences et finalités.</b>

7. L'Auditeur externe avait précédemment formulé une recommandation à l'appui de son audit des états financiers du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Précédente recommandation : L'Auditeur externe recommande (i) de soumettre le référentiel comptable du Régime des pensions, appliqué par usage, à une approbation formelle du Comité de gestion conjointement à l'approbation des comptes de l'exercice 2020 ; (ii) de soumettre également au Comité de gestion, en vue de la reddition des comptes 2021, la possibilité d'adopter une norme comptable appropriée existante ainsi que, le cas échéant, les déviations à cette norme que l'information des parties prenantes au Régime justifieraient.

8. Le référentiel comptable du Régime des pensions, appliqué par usage, a fait l'objet d'une approbation formelle le 24 juin 2021, lors de la 136<sup>ème</sup> réunion du Comité de gestion.

9. Par ailleurs, le Comité de gestion a décidé le 22 février 2022, lors de sa 140<sup>ème</sup> réunion, de ne pas adopter une norme comptable existante et d'attendre l'adoption par le Conseil des normes IPSAS (*IPSAS Board*) d'une nouvelle norme en cours de rédaction, adaptée de la norme IAS 26 (« *Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite* »). En effet, à ce jour, aucune norme IPSAS ne traite spécifiquement des Régimes des pensions<sup>2</sup>.

10. En conséquence, la recommandation formulée par l'Auditeur externe dans le cadre de son audit des états financiers du Régime des pensions de l'OMC est considérée comme close.

---

<sup>2</sup> La production d'une norme spécifique IPSAS 26 est inscrite au plan de travail de l'*IPSAS Board* mais ne devrait pas être finalisée avant fin 2022.



### III. COMMENTAIRES GENERAUX

11. Les revenus des investissements se sont élevés à 75 millions de francs suisses (MCHF) en 2021, en nette augmentation par rapport à 2020 (28 millions de francs suisses). Cette augmentation résulte principalement de la bonne performance des marchés actions au cours de l'année 2021.

12. Les contributions ont augmenté de 2 %, passant de 28,8 millions de francs suisses à 29,4 millions de francs suisses tandis que les prestations périodiques (*periodic benefits*) ont progressé de 4 %, passant de 26,1 à 27, 1 millions de francs suisses, suite à une augmentation du nombre de bénéficiaires (427 bénéficiaires au 31 décembre 2021 contre 408 bénéficiaires au 31 décembre 2020). Les prestations en capital (*lump sum benefits*) ont augmenté pour s'élever à 3 millions de francs suisses en 2021, alors qu'elles s'établissaient à 2 millions de francs suisses en 2020.

13. Ainsi, en 2021, pour la première fois dans l'histoire du Régime des pensions, la somme des prestations versées a dépassé le montant total des cotisations reçues de 1 million de francs suisses. Cette différence va s'accroître à l'avenir, en raison de l'augmentation attendue de la population des bénéficiaires.

14. Aussi, les prestations versées en 2021 ont été partiellement financées par les revenus financiers générés par les investissements du Régime.

15. Les dépenses administratives du Régime se sont élevées à 1 030 400 CHF, en légère augmentation notamment du fait de la hausse des frais de gestion (qui passent de 509 415 CHF en 2020 à 577 824 CHF en 2021), consécutivement à l'augmentation de la valeur des investissements.

16. Au 31 décembre 2021, la valeur des actifs financiers s'élève à 737 MCHF en augmentation de 74 MCHF par rapport au 31 décembre 2020.

17. Les autres créances pour 1 775 026 CHF concernent les remboursements d'impôts à recevoir et résultant des prélèvements à la source opérés sur les versements de dividendes et coupons reçus. Les autres créances diminuent de 672 000 CHF par rapport au 31 décembre 2020. Cette variation résulte de remboursements invalidité attendus de la compagnie d'assurances Cigna au 31 décembre 2020, alors que les remboursements de Cigna dus au titre de 2021 ont été réglés avant le 31 décembre 2021.

#### **IV. OBSERVATIONS D'AUDIT**

##### **1. Corrections apportées aux états financiers du Régime des pensions**

18. Dans le cadre de l'audit des états financiers 2021 du Régime des pensions, l'Auditeur externe a identifié une anomalie relative à l'absence dans les états financiers des liquidités à court terme du compte Pictet L-1036700.004, d'un montant de 45 444 CHF.

19. Après investigation, le Régime des pensions a identifié que cet écart résultait d'une double erreur sur le compte Pictet L-1036700.004, qui consistait en un reclassement entre les postes comptables de liquidités à court terme et de titres. Aussi, l'erreur relevée s'est avérée sans incidence tant sur le résultat de l'année que sur le total des actifs du Régime.

20. Les diligences de l'Auditeur externe l'ont également conduit à obtenir de la banque Pictet une confirmation bancaire des soldes des liquidités et placements au 31 décembre 2021. Il est ressorti de l'exploitation de cette confirmation une différence positive de 923 476 CHF avec le montant initialement comptabilisé par le Régime des pensions. La raison de cette différence relève de l'évaluation des avoirs du titre CBRE (fonds d'investissement immobilier européen), reflétés sur le compte Pictet L-1036700.006. Cette position fait l'objet d'une valorisation trimestrielle. Le rapport de Pictet initialement utilisé pour l'arrêté des comptes du Régime des pensions n'intégrait pas la valorisation finale de cette position, qui a été connue ultérieurement.

21. Les anomalies relevées ont été corrigées dans les états financiers définitifs clos le 31 décembre 2021, conduisant à augmenter les investissements et les revenus générés par ceux-ci d'un montant de 923 476 CHF.

##### **2. Référentiel comptable applicable à la reddition des comptes du Régime des pensions**

22. Le Régime des pensions de l'OMC n'est pas une entité juridique distincte de l'OMC, mais une composante de cette dernière.

23. L'article 5(d) des Statuts afférents au Régime des pensions de l'OMC (dans leur version modifiée à jour au 26 juillet 2017) prévoit que son Comité de gestion présente chaque année au Conseil général de l'OMC un rapport comprenant divers éléments d'information et notamment (i) un relevé des transactions financières effectuées pendant l'année, (ii) le bilan du Régime, [...] (vi) toutes autres décisions prises en relation avec l'administration du Régime.

24. Les états financiers présentés par le Régime des pensions et soumis à l'Auditeur externe répondent spécifiquement à l'obligation prévue à cet article. Ils constituent, selon les principes et définitions des normes internationales d'audit des « états financiers à usage spécifique » (*special purpose financial statements*).

25. L'article 5€ des Statuts afférents au Régime des pensions de l'OMC dispose que ses comptes sont audités par l'Auditeur externe [de l'OMC] dans les conditions arrêtées d'un commun accord avec le Comité de gestion. Aucun accord relatif à l'audit externe des comptes du Régime des pensions n'ayant été conclu, ses comptes ont donc été audités conformément à la norme internationale d'audit ISA 800 (« *Audits d'états financiers préparés conformément à des référentiels à usage particulier — Considérations particulières* »).

26. Afin d'encadrer ses diligences d'audit, conformément aux prescriptions de la norme internationale ISA 800, l'Auditeur externe s'est attaché au préalable à obtenir des gestionnaires du Régime des pensions le descriptif des principes et méthodes comptables appliqués à la production de leurs comptes.

27. En application toutefois des dispositions de la norme ISA 800 §14, l'opinion de l'Auditeur externe est assortie d'une observation formelle (*emphasis of matter*) « avertissant les utilisateurs du rapport de l'Auditeur, i.e. les bénéficiaires du Régime des pensions du fait que les états financiers ont été préparés conformément à un référentiel à usage particulier et que, en conséquence, il est possible que ces états financiers ne puissent se prêter à un usage autre ».

### 3. Equilibre à long terme du Régime des pensions

28. Les Statuts afférents au Régime des pensions prévoient en son article 9(a) que le Comité de gestion fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle du Régime au moins une fois tous les trois ans. Ils précisent dans leur article 9(d) qu'en cas de déficit ou d'excédent actuariel, le Comité de gestion recommande au Conseil général toute mesure corrective nécessaire. Une telle mesure peut inclure un ajustement des cotisations et/ou des prestations ou toute autre mesure que le Comité de gestion juge appropriée pour rétablir l'équilibre actuariel.

29. Le rapport d'évaluation actuarielle intérimaire 2021 de l'actuaire-conseil C-alm indique que le coût à long terme (taux de cotisation requis) du Régime des pensions a diminué, passant de 34,2 % à la fin de l'année 2020 à 33,1 % à la fin de l'année 2021. Il précise que le taux de cotisation réel étant maintenu inchangé à 23,7 %, il existe un écart actuariel de 9,4 % à la fin de l'année 2021. Pour rappel, l'écart actuariel était de 10,5 % à la fin de l'année 2020 et de 5,8 % à la fin de l'année 2019.

30. Aussi, conformément aux Statuts afférents au Régime des pensions, le Comité de gestion doit proposer au Conseil général des mesures pour que le taux de cotisation réel soit égal au taux de cotisation requis.

31. L'Auditeur externe relève toutefois que la stricte égalité entre les deux taux n'est un objectif ni réaliste ni satisfaisant car sa poursuite impliquerait une certaine variabilité des taux de contribution.

**Recommandation n° 1. L'Auditeur externe recommande de clarifier à l'aide de critères objectifs et quantitatifs ce que le Conseil de gestion entend par « équilibre à long terme du Régime des pensions » et de fixer une échéance pour l'atteinte de cet équilibre.**

#### 4. Éléments de communication du Régime des pensions

32. Dans sa communication aux salariés, aux bénéficiaires et aux membres du Comité de gestion, le Régime des pensions fait référence uniquement aux travaux réalisés par l'actuaire-conseil C-alm. Les données chiffrées communiquées sont issues du rapport d'évaluation actuarielle de C-alm et concernent notamment le coût à long terme (taux de cotisation requis) du Régime des pensions et l'écart actuariel relevé avec le taux de cotisation réel.

33. Les hypothèses utilisées dans le cadre de l'évaluation actuarielle réalisée par l'actuaire-conseil C-alm diffèrent de celles retenues par l'actuaire EY, lequel réalise une évaluation actuarielle pour l'arrêté des comptes de l'OMC établis en normes IPSAS.

34. Les IPSAS ont pour but d'améliorer la qualité des rapports financiers de portée générale des entités du secteur public en améliorant la transparence et la comparabilité des états financiers au niveau international. Aussi, l'évaluation actuarielle réalisée par EY conformément aux normes IPSAS est une information pertinente permettant d'améliorer l'information financière communiquée par le Régime des pensions. Elle est d'autant plus nécessaire que les informations relatives au Régime des pensions figurant dans le rapport financier de l'OMC sont accessibles à tous les adhérents du Régime des pensions et que ceux-ci peuvent être troublés par le fait que, établies dans un autre référentiel comptable, elles diffèrent significativement de celles figurant dans les comptes du Régime des pensions.

**Recommandation n° 2. L'Auditeur externe recommande de communiquer aux salariés, aux bénéficiaires et aux membres du Comité de gestion les informations actuarielles produites par l'actuaire EY au même titre que les informations actuarielles élaborées par l'actuaire-conseil C-alm et d'en expliquer les différences et finalités.**

#### 5. Autres observations d'audit

35. D'autres observations de l'Auditeur externe, relatives aux engagements du Régime des pensions, et à la mise en œuvre des bases et hypothèses actuarielles figurent dans le rapport d'audit des états financiers de l'OMC.

### V. REMERCIEMENTS

36. L'Auditeur externe adresse à l'ensemble des équipes du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce ses vifs remerciements pour leur disponibilité et la qualité des informations fournies au cours de l'audit.

*Fin des observations d'audit.*